

RAPPORT N°2024/2-06
au Bureau Communautaire
en séance du jeudi 28 mars 2024

OBJET : PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DU DIAGNOSTIC PERIODIQUE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DE LA CINOR

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une politique de transition écologique » du projet politique de la CINOR.

La CINOR envisage de réaliser le diagnostic des deux systèmes d'assainissement de son territoire (Saint-Denis/Sainte-Marie d'une part et Sainte-Suzanne d'autre part).

Conformément à l'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, les résultats du diagnostic périodique, préalable à la mise à jour du Schéma Directeur de l'Assainissement Collectif, doivent répondre a minima aux besoins suivants :

- Améliorer la connaissance des systèmes d'assainissement notamment au regard de :
 - o l'état du fonctionnement hydraulique des systèmes existants (collecte, transport, dépollution)
 - o la qualité de la pollution et des flux collectés dans le réseau, en entrée de stations et en sortie des stations de traitement
 - o l'estimation des volumes et de la pollution déversés au milieu naturel le cas échéant
- Recenser et mettre en évidence les problèmes existants et émergents, tant règlementaires que techniques, tant au niveau des ouvrages des réseaux de collecte qu'au niveau des ouvrages de dépollution du service : dysfonctionnements, limites et points à risque ;
- Proposer à la collectivité des solutions techniques appropriées et viables afin de remédier aux faiblesses et insuffisances de l'existant et d'optimiser le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement en situation actuelle et future ;
- Permettre à la collectivité de faire des choix justifiés quant aux orientations futures de la gestion de l'assainissement ;
- Proposer à la collectivité une stratégie de renouvellement de son patrimoine.

L'enveloppe affectée à cette étude est de 392 000 € HT.

Puisque cette étude est éligible aux aides financières allouées aux collectivités par l'Office Français de la Biodiversité (OFB : 50%) et l'Office de l'Eau Réunion (OLE : 40% des dépenses éligibles), la CINOR souhaite solliciter auprès de ces organismes des subventions selon le plan de financement ci-dessous en € HT :

Montant prévisionnel de l'opération	Participation OFB (50% du coût de l'opération)	Participation Office de l'eau		Participation CINOR
		Dépense éligible (plafond)	Subvention Office de l'eau (40% de la dépense éligible)	
392 000 €	196 000 €	200 000 €	80 000 €	116 000 €
100%	50,00%		20,41%	29,59%

Aussi, je vous demande de bien vouloir :


Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-06-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

- Approuver le plan de financement précédent pour la réalisation du diagnostic périodique des systèmes d'assainissement de la CINOR,
- Autoriser le Président à solliciter auprès de l'Office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant de 80 000 €, sur la base du montage financier précédent,
- Autoriser le Président à solliciter auprès de l'Office Français de la Biodiversité, une subvention d'un montant de 196 000 €, sur la base du montage financier précédent,
- Approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit 116 000 € HT, auquel s'ajoute le préfinancement de la TVA.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer

Le Président
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2024 / 2-06
du Bureau Communautaire
en séance du 28 mars 2024**

**OBJET : PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA
REALISATION DU DIAGNOSTIC PERIODIQUE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DE LA CINOR**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une politique de transition écologique » du projet politique de la CINOR.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liées aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/2-06 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-06-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour la réalisation du diagnostic périodique des systèmes d'assainissement de la CINOR,

Montant prévisionnel de l'opération	Participation OFB (50% du coût de l'opération)	Participation Office de l'eau		Participation CINOR
		Dépense éligible (plafond)	Subvention Office de l'eau (40% de la dépense éligible)	
392 000 €	196 000 €	200 000 €	80 000 €	116 000 €
100%	50,00%		20,41%	29,59%

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter auprès de l'Office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant de 80 000 €, sur la base du montage financier précédent,

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à solliciter auprès de l'Office Français de la Biodiversité, une subvention d'un montant de 196 000 €, sur la base du montage financier précédent,

ARTICLE 4

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit 116 000 € HT, auquel s'ajoute le préfinancement de la TVA.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

C.I.N.O.R.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-06-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024